

Entretien avec M. Rémy Gorgé
aux Nations Unies le 15 juillet 1982

1. Mission pour l'ONU

Répondant à l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies, qu'il connaît de longue date, notamment pour avoir collaboré avec lui à Chypre, M. Rémy Gorgé a accepté de participer à la Mission au Liban dépêchée par M. Perez de Cuellar à fin juin. Il s'agissait d'évaluer le fonctionnement des diverses agences de la famille des Nations Unies et la coordination de leur activité dans la situation catastrophique qui prévaut au Liban. Dirigée par l'Ambassadeur A. Thunborg, Représentant permanent de la Suède aux Nations Unies, la délégation était en outre composée de représentants des diverses agences en question, soit notamment la FAO, l'UNDRO, l'UNRWA, l'UNICEF et le HCR.

Notre compatriote exerçait les fonctions de secrétaire exécutif de la délégation, titre qu'il juge un peu malheureux, mais qui ne l'a pas empêché de prendre une part active aux entretiens de la mission avec les autorités libanaises, palestiniennes et israéliennes.

2. Rapport de la délégation

M. Gorgé confirme dans les grandes lignes les éléments du rapport présenté par M. Grant, Directeur général de l'UNICEF, aux Etats donateurs et qui fait l'objet d'un envoi séparé, Il relève en particulier que le système des Nations Unies a fait la preuve de

- 2 -

son efficacité, en raison notamment de l'implantation déjà ancienne des agences dans le pays et de leur longue expérience de la situation politique sur place. La collaboration avec le CICR est également tout-à-fait au point.

Le rapport sera remis aujourd'hui même à M. Buffum, Sous-Secrétaire Général, en l'absence du Secrétaire Général et de M. Urquhart. Il contiendra un certain nombre de recommandations.

M. Gorgé estime qu'il serait prématuré pour l'ONU de lancer dès maintenant un vaste appel de fonds en vue de la reconstruction du Liban : tant que le siège de Beyrouth n'est pas levé, il subsiste trop d'incertitudes sur le plan militaire. Les destructions sont, il est vrai, considérables et la mission a dû se résoudre à proposer une définition extensive de l'état de nécessité : sont qualifiés pour recevoir des secours tous ceux qui ne parviennent pas à couvrir tout ou partie de leurs besoins par leurs propres moyens. M. Gorgé relève que le CICR restreint bien davantage le cercle des bénéficiaires de son assistance : mais c'est que son action se limite à l'apport des premiers secours seulement. Au demeurant, il convient d'appliquer ces critères avec une grande flexibilité. Les données chiffrées varient d'une semaine à l'autre. Il n'y a pas de problème particulier en ce qui concerne la collaboration des autorités israéliennes sauf à Beyrouth Ouest. La mission a entretenu de bons contacts à Jérusalem, où elle a été reçue par le Ministre Meridor, chargé de la coordination de l'aide au Liban. A noter que c'est sur la demande du Gouvernement israélien que la mission s'est engagée à ne pas publier son rapport ou tenir conférence de presse.

./.

- 3 -

3. Sur le plan militaire, M. Gorgé observe que certains bombardements sont tout-à-fait exagérés et on ne voit pas à quels objectifs ils répondent, même s'il s'agit d'appuyer les efforts de M. Habib. Il en est ainsi du pilonnement du dimanche 11 juillet dont M. Gorgé a été le témoin direct. Les 8 ou 10'000 obus tirés sur Beyrouth et sur la côte ont touché quasi exclusivement des propriétés libanaises, et notamment des hôtels dans des stations touristiques. L'emploi de bombes à fragmentation est une double erreur, à la fois de la part des Américains, qui n'auraient pas dû les livrer, et des Israéliens qui auraient dû s'abstenir de les employer. C'est une arme qu'on doit garder en réserve, pour la défense exclusivement et comme un ultime recours.

4. Situation de Beyrouth Ouest

Pour Beyrouth Ouest, M. Gorgé hésite à se prononcer. La mission a rendu visite à Arafat dans son PC et elle a pu constater que les guerilleros palestiniens occupaient les étages supérieurs des gratte-ciel : autrement dit une attaque contre Beyrouth suppose d'abord que ces immeubles soient rasés par l'artillerie ou par l'aviation, ce qui ne manquerait évidemment pas de soulever des protestations très vives dans le monde entier. De plus, il ne faut pas oublier que des troupes syriennes sont toujours à Beyrouth. Dans l'ensemble, la situation alimentaire de la population civile reste précaire, à la merci du bon vouloir des Israéliens qui surveillent les rares accès : ils ont en effet constaté que les sentinelles phalangistes étaient parfois vénales. Les gens ne veulent

./.

pas fuir de l'autre côté de la ville, à la fois parce qu'ils se méfient de la communauté maronite et parce qu'ils ne veulent pas abandonner leurs biens.

5. Solutions politiques

Au sujet de la situation politique, M. Gorgé est frappé de la liberté d'allure des soldats israéliens qui circulent tout-à-fait librement, apparemment sans crainte et sans précautions. Il n'est pas un hôtel, un restaurant ou une boutique de Beyrouth Est où l'on ne rencontre des Israéliens. Ils sont reçus véritablement en libérateurs par toutes les couches de la population chrétienne, et même par les grands propriétaires musulmans sunnites, pour ne pas parler des chiites. Mais M. Gorgé ne croit pas à une restauration de l'Etat libanais fort et en mesure de fonctionner. La division entre les communautés lui semble insurmontable.

De plus, l'alliance de fait avec les Israéliens a d'évidentes limites. Mon interlocuteur a relevé que les Libanais n'étaient pas en faveur de l'intégration des populations palestiniennes en leur sein. Or, tel est bien l'objectif que poursuivent les Israéliens lorsqu'ils ferment les camps palestiniens et qu'ils interdisent de les reconstruire. Les Libanais ne veulent pas risquer l'hostilité des Palestiniens, qui s'opposent à toute politique qui affaiblirait leur revendication d'un Etat propre. C'est là un point de friction potentiel avec les Israéliens. Un autre problème tient à l'extension de la zone contrôlée par le Major Haddad et qui inclut désormais Tyr et Saïda.

./.

- 5 -

Ces divergences iront-elles jusqu'à provoquer un phénomène de rejet ? Contrairement à ce que pensent là-dessus certains de ses collègues, et l'Ambassade de Suisse en Israël, M. Gorgé ne croit pas que les relations s'envenimeront à ce point, car, dit-il - et il y insista beaucoup au cours de notre entretien - le facteur syrien pèse encore énormément sur la vie libanaise. Certains hommes politiques jouent encore à fond la carte de Damas et d'aucuns lui doivent leur poste, tel le Président Sarkis, ne sont pas prêts à se retourner contre la Syrie. Or tant que la présence syrienne demeurera - et l'évacuation de la Bekaa n'est pas pour demain -, un intérêt commun existera entre les Israéliens et certains segments de la société libanaise, qui peut continuer à entretenir l'alliance partielle de fait qui caractérise actuellement la relation des Libanais du Sud et d'Israël. On ne peut exclure non plus, cependant, la tentation du jeu de bascule, d'équilibre des puissances : certains groupes libanais s'appuieraient tantôt sur les uns, tantôt sur les autres.

Autrement dit, M. Gorgé ne voit pas de solution politique du problème libanais et de cette crise au Moyen-Orient avant longtemps. En réponse à cette question, il admet que même si la puissance américaine s'exerçait pleinement, elle ne pourrait guère venir efficacement à bout des divisions au sein de la société libanaise et ne serait donc pas capable de résoudre actuellement la nouvelle et ancienne question d'Orient.

F. Nordmann

New York, le 16 juillet 1982

NF/la